



Mercredi 3 juin 2015 : Jean Frédéric POISSON intervient sur Radio Notre Dame lors du « Débat du soir » sur le thème: *Comment lutter contre le financement de l'Etat islamique ?*

Introduction : La France a accueilli mardi 2 juin une réunion de la coalition internationale qui lutte contre l'Etat islamique, une coalition qui peine à trouver une stratégie crédible contre l'irrésistible progression de Daech en Irak et en Syrie. Il se rend coupable partout de crimes odieux face auxquelles les diplomaties occidentales et les voisins arabes de la région restent de marbre. Les minorités religieuses et particulièrement les chrétiens sont les premiers visés, ils sont nos martyrs d'aujourd'hui et ils sont nombreux. « Ils sont plus nombreux qu'aux premiers siècles de la chrétienté » déclare le Pape François.

Invités : Joseph Thouvenel – Jean-Marc Plantade (fondateurs de <http://nouveaux-martyrs.com>) – Jean-Frédéric Poisson.

Alexandre Meyer, l'animateur du débat, introduit la question du financement de Daech qui provient essentiellement des ventes de pétrole. L'ambassadrice de l'Union européenne en Irak a récemment déclaré que ce pétrole était en partie acheté par des Etats membres de l'Union européenne.

Jean Frédéric POISSON : J'ai été alerté par Joseph THOUVENEL et Monsieur Plantade de cette déclaration de l'ambassadeur de l'UE en Irak et j'ai presque aussitôt déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale une demande d'ouverture d'une commission d'enquête sur l'éventuelle participation de la France au financement de l'état islamique.

Cette résolution désormais non plus 50 mais près de 100 signataires et je pense que ce nombre va encore augmenter. J'observe néanmoins que même sur un sujet pareil la mobilisation n'est pas si facile que ça, et cela me surprend un peu mais c'est ainsi.

J'ai fait cette demande immédiatement parce que, premièrement tout le monde sait bien que les ressources financières de Daesch sont ce qui lui permet de maintenir une présence militaire, une action, des moyens et en même temps des exactions barbares comme cela a été dit tout à l'heure. Or une fois que l'on aura coupé les vivres et frappé là où ça fait mal, ce sera sans doute difficile. J'aimerais que l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak se soit trompée, cependant j'espère que les ambassadeurs ne tiennent pas des propos de cette nature avec légèreté : elle est donc certainement informée. Si elle l'est, ça peut donc concerner la France et je crois qu'il est nécessaire, pour notre tranquillité d'esprit mais également pour la clarté de notre action dans cette région du monde, que le Parlement se saisisse de ce sujet et enquête comme on le fait sur d'autres sujets.

Alexandre Meyer : Croyez-vous que le silence des autorités soit lié à l'incapacité de cette coalition internationale à faire reculer l'Etat islamique et à d'autres choses qui peuvent paraître surprenantes ? 22 des membres de cette coalition internationale anti Etat islamique étaient réunies ce mardi à Paris , 6 mois après une première conférence de Londres, une coalition réunie sous la présidence de l'Arabie Saoudite et qui compte parmi ses membres la Turquie ou encore les Qatar... L'Arabie Saoudite qui est soupçonnée d'avoir fermé les yeux sur les flux d'argent à destination des groupes djihadistes qui combattent également en Syrie : n'est-ce pas là l'un des premiers sujets qui peut légitimement nous étonner ?

Jean-Frédéric POISSON : D'abord, je voudrais dire qu'il n'y a guère d'autres ministre que celui des affaires étrangères Laurent Fabius qui soit content de cette conférence de Paris. Je suis désolé d'agrafer un peu les responsables français sur un sujet pareil mais la question est trop importante : il n'y a pas de ligne politique de la France dans cette région du monde, nous sommes systématiquement alignés derrière les américains, et comme les américains n'ont jamais rien compris au Moyen-Orient, ça nous fait faire des bêtises à nous aussi. La France a une responsabilité et un rôle historique dans cette région du monde : cela date de Saint Louis, donc ce n'est pas tout à fait d'hier ! Mais la mission et la fonction protectrice des minorités, qui est celle je crois un peu spécifique de la France dans le monde entier, est largement affaiblie par l'absence de volonté politique et l'absence de stratégie claire du gouvernement français sur ce sujet, ainsi que par l'incapacité du gouvernement français, compte tenu de son affaiblissement sur le théâtre européen, de rallier à sa cause les alliés naturels que devraient être les pays européens, premièrement.

Deuxièmement, nous entretenons avec les pays du Golfe des relations plus qu'ambigües, et ça ne date pas de ce gouvernement, c'est une affaire qui date depuis déjà quelques années ; c'est difficile de se fâcher avec un Etat qui nous achète des avions militaires et nous achète nos clubs de football, mais il y a un moment où il faut choisir son camp. Et je ne crois pas que les recettes économiques justifient l'ambigüité diplomatique qui est la nôtre à l'égard des grands Etats ou royaumes sunnites de la région, que ce soit les Qatar et l'Arabie Saoudite et peut-être quelques autres.

Troisièmement, il me semble que, là encore, la France a une mission spéciale. J'ai invité le père Boulad, prêtre syro-égyptien, à l'Assemblée Nationale la semaine dernière, qui nous a très clairement dit quelle était la ligne à adopter : le soutien inconditionnel aux musulmans qui veulent pratiquer leur religion de manière modérée et tranquille là où ils sont, une bataille sans merci contre toute forme d'islamisme radical qui débouche sur la barbarie et qui veut déstabiliser des régimes qui ne sont pas, à leur yeux, conformes à leurs croyances. Cela doit nous conduire à clarifier les relations avec les pays qui sont dans la coalition, certains de manière sincère et impuissante peut-être, mais d'autre de manière très ambigüe. Malheureusement, ce sont les minorités chrétiennes et musulmanes mais majoritairement chrétiennes aujourd'hui qui paient la note de cette ambigüité .

Alexandre Meyer : Jean-Frédéric POISSON, comment se fait-il que la Turquie, suspectée d'avoir laissé transiter sur son territoire nombre de djihadistes en partance pour la Syrie, y compris les armes que l'Etat français avait juré ne jamais avoir livré aux rebelles et qui pourtant ont bel et bien transité, pilotait mardi la table ronde consacrée aux moyens de combattre l'afflux de combattants étrangers au sein de l'organisation ? Cela ne vous a-t-il pas surpris ?

Jean-Frédéric POISSON : Cela m'a choqué ! Plus rien ne me surprend avec ceux qui nous gouvernent, enfin plus grand-chose en tout cas. Oui cela m'a choqué, parce que l'ambiguïté turque, on la connaît très bien, et l'on connaît aussi très bien les difficultés qu'il y a à l'intérieur même de la Turquie de trouver un équilibre entre une armée qui traditionnellement est laïque et un pouvoir politique qui est redevenu très inspiré, au mauvais sens du terme, par la charia, puisqu'il y a des décisions qui ont été prises en Turquie ces dernières années qui sont proprement incompatibles avec notre mode de vie, ce qui m'a conforté dans ma décision de refuser systématiquement l'entrée de la Turquie dans l'union européenne. J'ajoute deux choses : la première, c'est que le Ministre de la défense a été interrogé en commission de la Défense à l'Assemblée Nationale la semaine dernière, sur le point de savoir si la France continuait ou non de fournir des armes aux rebelles anti Assad, dont on sait qu'ils sont complètement infiltrés désormais soit dans Daech, soit dans l'Etat du levant, plus personne n'en sait rien... Le ministre de la défense a donc dit devant la commission un peu ébahie : « nous en livrons moins qu'avant mais nous continuons de le faire », et vous pourrez vérifier ces propos sur le compte rendu de la commission. Ça c'est un crime ! Comme dirait Talleyrand, « c'est pire qu'un crime, c'est une faute » : nous sommes ici en plein cœur de l'ambiguïté que je signalais tout à l'heure.

Deuxièmement, depuis quelques jours maintenant que je traite ce sujet avec des personnes qui sont des professionnels du trading du pétrole, je sais que l'établissement du point de savoir si oui ou non les sociétés européennes, et en particulier françaises, achètent du pétrole à Daech ne devrait pas être très compliqué à effectuer parce qu'il se trouve que Daech vend son pétrole à un prix environ 50 % moins cher que celui du marché, prix du baril, donc ça se voit dans les transactions, et n'importe qui tenant une comptabilité précise serait en mesure de justifier qu'elle n'achète pas du pétrole de cette nature. Car je rappelle que la mécanique d'une commission d'enquête, si je peux me permettre une précision juridique, a des pouvoirs judiciaires, elle a le pouvoir d'enquêter sur place, personne n'a le droit de ne pas déférer à une convocation de la commission d'enquête, et on prête serment quand on vient la déposer. Ainsi, il sera facile de savoir si la France est impliquée dans ces financements sauf si on a affaire à un mécanisme de fausses factures, mais là ça prend des proportions d'une autre nature. Donc je pense qu'il serait bon pour tout le monde que cette commission d'enquête voit le jour. Au moment où nous parlons le président de l'Assemblée Nationale a demandé à la garde des sceaux si une procédure judiciaire était en cours sur ce sujet, ce qui n'est pas le cas donc je connais la réponse de cette dernière. Nous attendons donc sa réponse concernant la commission d'enquête, qui arriva d'ici une quinzaine de jours, et nous verrons comment la majorité de l'Assemblée Nationale entend traiter cette question. Je partage l'avis de Monsieur Plantade, j'ai échangé sur ce sujet avec quelques-uns de mes collègues de la majorité, qui sont évidemment choqués par cette situation, maintenant personne n'ignore que dans un mécanisme de commission d'enquête, il y a aussi des enjeux politiques. Il pourrait y avoir du secret défense, en revanche seulement si l'armée elle-même achetait du pétrole à Daech, ce que je ne peux évidemment pas imaginer une seule seconde, sinon là nous toucherions le fond.

Par ailleurs, les sociétés pouvant être concernées, pourraient être des entreprises publiques ou des sociétés pétrolières, qui, elles, à aucun moment, ne rentrent dans le régime du secret défense, sans quoi elles devraient justifier leur entrée dans ce secret défense et cette justification paraîtrait compliquée à tenir. Je n'accepterais pas que des procédures viennent

permettre de continuer de découper des personnes en morceaux sous les yeux des caméras vidéo.

Alexandre Meyer : L'Iran n'a pas été invité à participer à cette coalition internationale, pourquoi ?

Jean-Frédéric POISSON : Mon sentiment, sur ce sujet est que ce à quoi nous sommes en train d'assister au Moyen Orient, depuis très longtemps en réalité, depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak, c'est le conflit entre les sunnites et les chiïtes, c'est un conflit qui durera tant qu'il n'y aura pas d'accord sur un certain nombre de données intérieures à la religion musulmane. Ce conflit est encore une fois séculaire et prend des formes à peu près systématiquement violentes, et la fracture qu'il y a entre les chiïtes, dont je rappelle que Bachar el-Assad fait partie, et ainsi que le Hezbollah, qui sont au Liban, et qui sont clairement des ennemis historiques des sunnites. D'ailleurs, la confrontation entre sunnites et chiïtes explique aussi les désordres en Irak, l'explique au Yémen, et dans d'autres endroits de cette région. Donc, l'Iran n'est pas à la table des négociations tout simplement parce que nous avons, l'Occident avec les iraniens, une relation extrêmement compliquée, du fait que les iraniens veulent accéder au nucléaire militaire, et il y a des négociations internationales en cours sur le fait qu'ils n'y accèdent pas, c'est très compliqué. Maintenant, il est évident qu'avec l'Iran, n'oubliez pas la Russie derrière non plus, tout ça est très soutenu par le régime de Vladimir Poutine, mais il est tout à fait certain que l'on assiste en ce moment à une évolution très rapide de la position des Etats unis à l'égard de l'Iran. Puis, pour dire les choses très rapidement, l'alliance historique des Etats Unis avec les régimes sunnites du golfe et de péninsule arabique commence à coûter cher aux américains, et par conséquent, les discussions reprennent de manière très dense avec l'Iran. Ainsi, que l'Iran revienne à la table des négociations assez vite, je ne le crois pas, en revanche je constate une inflexion très nette de la position des Etats Unis à l'égard de Bachar el-Assad puisqu'il y a quelques semaines, Washington a déclaré que maintenant il fallait arrêter de se demander si il fallait bombarder Assad, mais commencer à discuter avec lui. Immédiatement après, on a vu la France prendre le pas et commencer à infléchir son discours, comme d'habitude, mais les raisons pour lesquelles l'Iran, qui est pourtant l'acteur majeur de ce conflit en soutien contre Daech, n'est pas présent, concerne certainement aussi cette réserve à l'égard de l'occident.

Derniers mots pour dire tout mon soutien au rassemblement du 14 juin : j'y serai, et militants et amis du Parti Chrétien-Démocrate se mobiliseront également pour donner à cette manifestation tout son lustre. Je vais consacrer une partie de la semaine prochaine à rassembler des signatures pour atteindre les députés de l'opposition et continuer à convaincre les députés de la majorité. Je ne désespère pas d'aboutir à la création de cette commission d'enquête, je suppose qu'on en reparlera, et je voudrais adresser tous mes remerciements, très émus en même temps parce que la cause est belle, aux fondateurs des nouveaux martyrs pour leur action.